



Communiqué de presse du Réseau Action Climat et de ses associations membres

La France s'engage-t-elle sur un objectif unilatéral et sans conditions de 30% de réduction de ses émissions ?

A l'ouverture de la conférence de Copenhague, Jean-Louis Borloo a été un des seuls ministres européens à se déplacer et à s'adresser aux négociateurs en plénière. Le Réseau Action Climat et ses associations membres accueillent favorablement les nouvelles annonces qui ont été faites par le Ministre français de l'Environnement.

Une réduction de 30% des émissions françaises d'ici à 2020

Jean-Louis Borloo s'est engagé à ce que la France réduise de 30% ses émissions d'ici à 2020. Pour Elise Buckle de WWF France : *« L'objectif de 30% de réduction des émissions annoncé par le Ministre France est une bonne nouvelle, mais il reste insuffisant au regard de la science du climat, qui appelle à un objectif de 40% d'ici à 2020. Par ailleurs nous attendons toujours que Nicolas Sarkozy confirme cet objectif sans condition de -30% pour la France et le défende au niveau du prochain conseil des chefs d'Etat de mercredi ».*

Une réduction de 30% sur le territoire français

Par ailleurs, pour la première fois, le Ministre a officiellement annoncé que la France remplira 100% de son objectif de réduction sur son territoire et non en recourant à l'achat de crédits de compensation dans les pays en développement. Pour Morgane Créach du RAC-France : *« Les ONG attendent depuis longtemps cet engagement de la part du gouvernement français. Les pays industrialisés sont à l'origine du problème du changement climatique. Ils doivent d'abord réduire leurs émissions chez eux au lieu de se dédouaner de leurs obligations en compensant leurs émissions via des projets menés au Sud ».*

Un engagement qui doit se traduire à l'échelle européenne

Jean-Louis Borloo s'est engagé à « militer » au sein de l'Union européenne pour que l'objectif de 30% de réduction des émissions de gaz à effet de serre soit adopté lors du Sommet européen. *« A Copenhague, la France dit militer pour que l'Europe s'engage à réduire de 30% ses émissions de gaz à effet de serre. A Bruxelles, la France demeure, aux côtés de l'Allemagne, parmi les pays les plus prudents sur le passage d'un objectif de -20 à -30% de réduction des émissions européennes. Qui dit vrai ? La réponse viendra de Nicolas Sarkozy qui se rend le 10 décembre à Bruxelles pour le Sommet européen, commente Karine Gavand, de Greenpeace France. C'est l'Europe, et non la France qui s'exprime à Copenhague. C'est l'Europe qui peut mettre les Etats-Unis sous tension en rehaussant ses ambitions ».*

Le financement public pour les pays en développement

Le Ministre a également insisté sur le besoin de financements publics et de nouvelles sources de financements pour soutenir les pays les plus pauvres dans la lutte contre le changement climatique. Deux mécanismes sont en particulier proposés : une taxe sur les transactions financière et des prélèvements sur les carburants de soute du secteur aérien ou maritime. *Pour Romain Benicchio, d'Oxfam France – Agir ici, « le coup de projecteur mis par le ministre sur les besoins des plus vulnérables est essentiel pour assurer le succès du sommet. Le financement de l'adaptation par le biais d'une taxe sur les transactions financières est un engagement important qui doit être porté par la France, sans exclure d'autres options comme un prélèvement sur les carburants des secteurs maritimes et aériens ».*

Contacts :

Elise Buckle, responsable énergie / climat, WWF: +45 50 75 52 52

Morgane Créach, directrice du pôle international, RAC: +45 52 65 95 86

Karine Gavand, chargée de campagne climat, Greenpeace: 06 77 04 61 90

Romain Benicchio, chargé de plaidoyer, Oxfam France-Agir Ici: +44 75 40 70 43 11